

Newsletter n°9 : Partage de la valeur dans le secteur laitier, Cour des Comptes, guerre commerciale, gestion de l'offre et politique sucrière

Bonjour,

Ce mois-ci, nous vous proposons :

[Audition de Jacques Carles au Parlement européen : « Il est urgent de remettre la gestion des crises de marché au cœur de la PAC »](#)

Lors de son audition devant la Commission agriculture et développement rural du Parlement européen le 9 octobre dernier, Jacques Carles a présenté les propositions d'Agriculture Stratégies, en particulier celles sur la gestion des crises. Si les propositions de la Commission pour améliorer l'organisation économique des producteurs vont dans le bon sens, le budget proposé est insuffisant et surtout, rien n'est proposé pour la gestion des crises. Pour Jacques Carles, il faut transformer le règlement OCM en un règlement de gestion de crises qui regroupe l'ensemble des outils d'intervention ainsi qu'un cadre de performance qui permettra à la Commission de rendre des comptes quant à son action de manière à être plus réactive et plus efficace dans son rôle de régulateur sectoriel européen des marchés agricoles.

Les politiques sucrières dans le Monde : [Brésil](#) et [Russie](#)

Suite au premier volet consacré aux Etats-Unis, nous publions deux synthèses des principales mesures de régulation du marché du sucre à l'œuvre au Brésil et en Russie. Premier exportateur mondial de sucre, les Brésiliens utilisent de longue date la filière éthanol comme soupape de régulation. Un taux d'incorporation obligatoire variable d'éthanol dans les carburants leur permet d'ajuster dans une certaine mesure leur production de sucre. Mais, compte tenu de son statut d'exportateur et de la concurrence des autres exportateurs qui n'ont pas les mêmes stabilisateurs, le Brésil se trouve confronté directement à la baisse des cours internationaux. Ce n'est pas le cas de la Russie qui a développé une stratégie de substitution des importations qui lui a permis de redévelopper sa production. Via des taxes variables, elle stabilise son marché intérieur à un niveau attractif pour les producteurs.

[Mais qu'est-ce c'est, une OP fruits et légumes ?](#)

Améliorer l'organisation des producteurs est plus que jamais au cœur des débats agricoles en France et en Europe. Dans cet article Karine Oswald-Poulet retrace les origines et décrit le fonctionnement du mode de régulation à l'œuvre dans le secteur des fruits et légumes depuis deux décennies. Les organisations de producteurs (OP) sont en majorité des coopératives. Via leur programme opérationnel (PO), en partie subventionné, elles gèrent notamment la mise en marché, en quantité et qualité, de manière à améliorer le pouvoir de marché des producteurs. La perspective de pouvoir étendre cette logique à d'autres secteurs serait salutaire !

[Le dernier rapport de la CNUCED pointe les désillusions du libre-échange](#)

Le dernier rapport de la CNUCED sur l'état de l'économie mondiale dresse un tableau sans concession des enjeux et difficultés de l'économie mondiale. Prenant à de nombreuses reprises la Chine comme exemple pour des politiques de développement réussies, ce rapport traite tour à tour les dangers et opportunités de l'économie du digital, des concentrations d'entreprises, du rôle des infrastructures et de l'escalade tarifaire actuelle. Après que le libre-échange et la concurrence aient été érigés en valeur cardinale ces trois dernières décennies, la CNUCED en appelle aujourd'hui à un retour de l'intervention publique et à davantage de coopération afin de renouveler le multilatéralisme et de relever les défis du 21ème siècle.

[Alimentation, emplois, durabilité : ce que l'agriculture Africaine doit accomplir](#)

Enfin, nous vous proposons la lecture d'un rapport publié par le Berlin Institute for Population and Development accompagné d'un chapeau où nous en identifions les points forts. Consacrée au rôle de l'agriculture dans le développement économique de l'Afrique subsaharienne, cette publication s'appuie sur une approche originale mêlant démographie et comparaison avec le développement au sein de l'Union européenne pour illustrer la nécessité de mettre en place des politiques fortes en faveur de l'emploi rural et agricole, comme réponse aux questions migratoires contemporaines.

Bonne lecture !